

COMMENT RAVIVER LES MOUVEMENTS SOCIAUX (OU CITOYENS) : FAIRE LA DIFFÉRENCE ENTRE LES VRAIS ET LES FAUX

Introduction

Bienvenu MATUMO,
Université Paris 8, ED
sciences sociales,
Laboratoire LADYSS
bmatumo01@
gmail.com

Yves DIABIKULWA,
Politologue et
chercheur à
l'Observatoire
Congolais d'Activités
de la Police et
des Services de
Renseignements
(OCAPSR).
ydiabikulwa@gmail.

La République démocratique du Congo sort d'un processus électoral qui a fissuré les sphères politiques et militantes. Dans son message de janvier 2024, la CENCO estime que cette expérience a rendu le peuple hébété, désillusionné, scandalisé et traumatisé. Les mouvements sociaux n'ont pas échappé à cette fragmentation sociopolitique qui a produit des situations de tensions et des incompréhensions. Des positions militantes ont été affirmées dans une logique contradictoire. Des campagnes telles que « la patrie avant le parti » ou « la stabilité institutionnelle avant la transparence du processus » ont été initiées par les acteurs des mouvements sociaux et des organisations de la société civile. Alors que d'autres ont dénoncé un processus mal engagé et piégé en exigeant l'annulation des résultats publiés par la CENI et confirmés par la Cour constitutionnelle qui ont proclamé Félix Tshisekedi comme Président de la République avec plus de 70%¹.

Par ailleurs, depuis l'avènement de Félix Tshisekedi au pouvoir en 2019, les sphères de la société civile, le milieu naturel du mouvement social, sont marquées par les reconfigurations militantes dues entre autres au rapport clientélaire et ethniciste, aux porosités idéologiques et philosophiques et autres pathologies sociales, en l'occurrence de la corruption. Ces situations et moments ont affaibli leur rôle mobilisateur pour les causes politiques et sociales, ce qui est contraire à l'engagement investi par les mouvements sociaux dans un passé récent. En effet, les mouvements citoyens ont été les acteurs clés et décisifs ayant organisé des mobilisations politiques et citoyennes à travers un répertoire d'actions riches contre le régime de Joseph Kabila².

1 La CENI proclame les résultats des présidentielles : <https://www.ceni.cd/communique-de-presse/2024/01/02/communique-de-presse-ndeg086ceni2023-portant-publication-des>.

2 François Polet, « Afrique subsaharienne : entre révoltes populaires et restaurations autoritaires », in *Etat des résistances dans le Sud*,

À titre d'exemple, la Lucha, l'un des mouvements citoyens pionniers en Afrique avec le Balai citoyen (Burkina Faso), Filimbi (RDC) et Y en marre du Sénégal³, a été touchée par ces velléités divisionnistes entre deux courants idéologiques. L'un constitué de ceux qu'on peut assimiler à des « radicaux conservateurs » attachés aux principes et aux valeurs de lutte, et l'autre camp animé essentiellement par des militants « réalistes » qui disent vouloir donner la chance au président Félix Tshisekedi⁴.

Regardé de cette façon, le facteur qui a structuré l'unité du groupe Lucha en dépit des vicissitudes relatives aux sujets politiques, était la lutte prolétarienne⁵ menée avec succès à partir de mars 2019 et l'invention d'autres répertoires d'actions comme le baromètre de la « fatshimétrie »⁶, qui est un outil citoyen de suivi, d'évaluation et de proposition de la Lucha de la gouvernance de Félix Tshisekedi.

À cet égard, un mouvement social peut être compris comme une action collective et concertée de protestation menée contre un adversaire donné⁷. À l'instar de Herbert Blumer (1946) cité par Neveu, il est l'action concertée qui doit se faire autour d'une cause qui s'incarne en entreprises collectives visant à établir un nouvel ordre de vie. « *Ce nouvel ordre peut viser à des changements profonds ou au contre être inspiré par le désir de résister à des changements.* »⁸

Dans cette perspective, trois éléments structurent cette appréhension d'un mouvement social, à savoir : 1) le caractère intentionnel de l'action collective et concertée (l'intention d'agir ensemble pour obtenir un résultat escompté), 2) l'orientation revendicative (la défense d'un intérêt matériel ou d'une cause) et 3) l'identification d'un adversaire. Cela fait qu'un mouvement social soit une composante particulière et marquée de la participation politique⁹.

Les mouvements sociaux sont assignés à organiser la résistance, d'une part et, d'autre part, à structurer des pistes d'alternatives pour amorcer la construction d'un autre ordre social qui répond aux problèmes soulevés. Cela signifie que le mouvement social doit être global, articulant les classes, les échelles rurales et urbaines, les genres et les discours. Cela sous-entend

Afrique, alternative sud, éd. Syllepse, Paris, 2016, pp. 7-19.

3 Ibrahima Touré, "African youth movements put to the test of citizenship, democracy and development", 2023: https://www.e3sconferences.org/articles/e3sconf/pdf/2023/55/e3sconf_acc2023_04003.pdf.

4 Bienvenu MATUMO et Steward MUHINDO, « Lucha d'hier, d'aujourd'hui et de demain ; une lutte atypique dans un pays aux ancrages autoritaires », à paraître dans *Alternative Sud*.

5 Selon SAMBA N-SYLLA (2014), La lutte prolétarienne fait référence aux formes de protestations portant sur les revendications matérielles dont la satisfaction devrait bénéficier à la grande majorité de la population et non à des secteurs ou à des groupes sociaux spécifiques.

6 Fatshi", c'est le surnom donné à Félix Antoine Tshisekedi, Président de la RD Congo.

7 Ibrahima TOURÉ, "African youth movements put to the test of citizenship, democracy and development", 2023: https://www.e3s-conferences.org/articles/e3sconf/pdf/2023/55/e3sconf_acc2023_04003.pdf.

8 Erik NEVEU, *Sociologie des mouvements sociaux*., Paris, La Découverte, « Repères », 2011, 128 p.

9 Ibid.

une tension entre les acteurs antagonistes de la conflictualité sociale autour d'un enjeu qu'ils cherchent à contrôler ou à instrumentaliser, qu'il soit politique, économique, culturel, environnemental, scientifique ou religieux et ethnique. Ces mouvements sociaux, à travers leur pratique protestataire, ont une historicité pertinente en Afrique (dans les Afriques). Ils sont performatifs car ils organisent des mobilisations pour mener les luttes libérales, républicaines, corporatistes et prolétariennes voire transversales en fonction des enjeux du moment et des temporalités politiques¹⁰.

Ces mouvements sociaux convoquent un répertoire d'actions en fonction des formes de régimes au pouvoir et des réalités sociopolitiques ; c'est-à-dire, le contexte politique d'un pays influence la mobilisation sociale¹¹. Ces faits discursifs conditionnent les coûts de la protestation ouverte et orientent les formes de pratiques contestataires.¹² Souvent sectoriels, ils ne sont pas intemporels. Ils sont façonnés et structurés par leur contexte de terrain et d'application ; c'est-à-dire, la mutation du champ politique ordonne la nature et les objectifs de la mobilisation sociale.¹³

À cet effet, organiser une mobilisation sociale à Dakar n'a pas la même signification que tenir une action collective à Kinshasa ou à Bamako dans le contexte actuel. De même, protester à Accra ne provoque pas le même risque de répression qu'à Ouagadougou ou à Kigali de Paul Kagame ou encore à Nairobi de William Ruto. En ce sens, les régimes autoritaires ou totalitaires laissent moins ou pas de places aux mouvements sociaux à se mobiliser dans l'espace public à la fois dans les espaces médiatiques et dans la fabrique des opinions. Ce fait aboutit à des recompositions de luttes car les mobilisations sont appelées à ne pas faiblir.¹⁴

Les mouvements sociaux sont, dans ces conditions, poussés à résister sous la contrainte répressive, comme c'est le cas actuellement dans le Congo de Félix Tshisekedi qui imprime une forme de dictature qu'on qualifierait de « dictamolle. »¹⁵ Erik Neveu souligne avec insistance que « les

10 NDONGO SAMBA-SYLLA, « Introduction. Démocratie, libéralisme et mouvements sociaux en Afrique de l'Ouest » in les mouvements sociaux en Afrique de l'Ouest, L'Harmattan, Paris, 2014, pp. 15-67.

11 Ibrahima TOURÉ, "African youth movements put to the test of citizenship, democracy and development", 2023: https://www.e3sconferences.org/articles/e3sconf/pdf/2023/55/e3sconf_acc2023_04003.pdf.

12 Marie E POMMEROLLE et Frédéric VAIREL, « introduction. S'engager en situation de contrainte », Genèse, N° 77, pp. 2-6 : <https://www.cairn.info/revue-geneses-2009-4-page-2.htm>.

13 S. SIVYA, , 2017, « Les mouvements citoyens, outils de construction d'une citoyenneté à identités multiples Cas du mouvement citoyen Lutte pour le Changement (LUCHA) en RD Congo », in Djabateng Flaubert et Kayser Christiane, *Métissages, migrations et mouvements de jeunes*, Cahiers du Mapinduzi 5, pp. 40-44.

14 Ibrahima TOURÉ, "African youth movements put to the test of citizenship, democracy and development", 2023: https://www.e3s-conferences.org/articles/e3sconf/pdf/2023/55/e3sconf_acc2023_04003.pdf.

15 Dictamolle est un système politique marqué par des processus de démocraties électoralistes dans lesquels, la répression est très élevée contre les voix dissidentes et les libertés publiques sont attaquées et restreintes. <https://www.radiofrance.fr/franceinter/podcasts/le-7h43/dictamolle-7070170>.

mouvements sociaux traduisent des tensions, des malaises, des problèmes ou des interrogations et sont souvent l'expression de ceux qui trouvent malaisément à se faire entendre par les urnes, les médias, les autorités politico-administratives. »¹⁶

Le mouvement social réincarné par le mouvement citoyen est devenu la sphère de la nouvelle forme de contestation et un acteur majeur de la dynamique politique et sociale sur le continent¹⁷. Ce dernier s'inspire des luttes menées par les fondateurs des indépendances en s'articulant sur divers registres de mobilisation tels que la lutte contre l'impérialisme, les troisièmes mandats, le FCFA, les économies extraverties (à la clé l'exploitation des ressources naturelles) et la mise en dépendance à travers l'aide, les bases et accords militaires, le changement climatique, la prédation des élites nationales et locales, la cherté de la vie, le manque d'emploi, l'insécurité et les conflits armés, etc. Il ressort que la pratique protestataire du mouvement citoyen est amplifié par le plein usage des réseaux sociaux et des plateformes numériques (Facebook, X, Instagram, Tiktok, WhatsApp, YouTube et site internet) en vogue¹⁸ qui permettent, d'une part, de s'insérer dans le champ international des luttes en contournant ainsi les entraves montées par les régimes autoritaires et, d'autre part, d'éveiller les consciences nationales des jeunes citoyens de plus en plus connectés et insérés à la globalisation numérique. Dans cette optique, ce mouvement citoyen est une émanation du peuple en tant que contre-pouvoir par rapport au politique et relai des demandes du peuple pour la redevabilité en articulant la prise en compte de la voie de la jeunesse africaine auprès des élites socio-politiques.

Dans la dimension hégélienne, le mouvement social, tout comme la société civile plus largement doit être une entité autonome et indépendante par rapport à l'État auquel il s'oppose et est en relation en même temps avec lui parce qu'il constitue l'adversaire prioritaire et il est dans une certaine mesure un allié contextuel et situé (lorsqu'il s'agit de dénoncer les agressions extérieures ou les ingérences multiformes des puissances étrangères). Ils s'insèrent dans les arènes¹⁹ politiques existantes et d'en haut tout en contribuant à la production d'autres arènes d'en bas à travers les actions collectives menées en vue de poser le conflit social qui marque la société politique d'Aristote (sit-in, marche, pétition, procession, journée ville morte, tracts, etc.).

16 Erik NEVEU, *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, « Repères », 2011, 128 p.

17 Ibid.

18 Ibid.

19 Pour Stephen Hilgartner et Charles Bosk (1988) : une arène comme un système organisé d'institutions, de procédures et d'acteurs dans lequel des forces sociales peuvent se faire entendre, utiliser leurs ressources pour obtenir des réponses (décisions, budgets, lois) aux problèmes qu'elles soulèvent. Deux éléments sont à souligner. Une arène est un espace de mise en visibilité et de traitement d'un dossier considéré comme problème social.

À ce propos d'un mouvement citoyen qui traverserait des moments de vulnérabilité et des temps de ruptures d'engagement ou d'allégeances consenties et partisans de certains militants, l'on est en droit de se demander quel registre doit, désormais, mobiliser ses actions collectives. Comment différencier les faux partisans des vrais résistants ? Quelle stratégie de réengagement des militants et quelle approche de ravivement de ces mouvements citoyens pourrait-on envisager ? Quels visages doivent incarner ces mouvements, avec quelles ressources matérielles et financières ou symboliques ? Autour de quel plan commun et concerté ces mouvements se structurent-ils ?

Autant de questionnements qui articulent cette réflexion sur les mouvements sociaux dans l'espoir que cette dernière contribue à raviver le rêve démocratique porté par des millions de Congolais, rêve aujourd'hui confisqué et détourné par les élites socio-politiques.

Cette réflexion critique et autocritique dans une certaine mesure, car portée par deux figures des mouvements citoyens, s'articule en quatre points : 1) l'historicité des mouvements sociaux en RD Congo, 2) les mouvements citoyens à l'ère de Félix Tshisekedi, 3) les vulnérabilités politiques et militantes, et 4) comment construire une approche renouvelée des mouvements sociaux pour raviver le rêve démocratique.

1. Mouvements sociaux en RD Congo : De l'autoritarisme à la répression, les luttes sociales ne faiblissent pas, mais elles se recomposent

L'histoire de la République démocratique du Congo nous renseigne que plusieurs mouvements sociaux se sont constitués pour la défense des diverses causes locales, provinciales et nationales. Durant la période coloniale, les structures associatives à caractère ethnique et culturel se sont regroupées en mouvements sociaux pour porter les revendications sociales, économiques et politiques. Dans les années 1950, ces mouvements sociaux luttèrent pour l'indépendance du pays²⁰. Par la suite, ils se sont mués en partis politiques en vue de la conquête du pouvoir politique. Ce furent les cas de l'Abako, de Conakat, etc. Il est à noter que des figures majeures de l'histoire des luttes anticoloniales ont émergé pendant cette période. Il s'agit d'abord de Lumumba, qui fut syndicaliste à Stanleyville (aujourd'hui Kisangani), de Kasavubu chef de l'Abako (Alliance des Bakango) à la capitale Léopoldville, renommée à Kinshasa, ainsi que de Simon Kimbangu qui fustigea les mauvais traitements infligés par les colons aux autochtones.

Au lendemain de l'indépendance, la République démocratique du Congo connaîtra plusieurs crises sécuritaires, sociales et politiques, une vraie menace pour la survie de l'État nouvellement indépendant. D'une part,

20 Philippe DECRAENE: «M. Joseph Kasavubu, l'homme fort de l'Abako», le monde diplomatique, mars 1960, <https://www.monde-diplomatique.fr/1960/03/DECRAENE/23512>.

les autorités politiques tentent de protéger leur pouvoir en réprimant toutes les actions et activités des mouvements sociaux ; ils vont assimiler tous mouvements sociaux aux groupes insurrectionnels. D'autre part, elles craignaient que tout mouvement contestataire se transforme en une émeute ou une mutinerie, qui justifierait un coup d'État ou les activités violentes rebelles ou sécessionnistes.

À l'image de cette tourmente qu'a connue la société congolaise postindépendance (postcoloniale), les deux coups d'État militaires et l'assassinat de Patrice Emery Lumumba, les mouvements sociaux ont pris plusieurs formes et adopté les diverses méthodes tirées du répertoire d'actions pour revendiquer leurs existences. C'est dans une atmosphère de restriction de l'espace d'expression et de liberté que plusieurs mouvements ont choisi la violence politique comme mode d'action. Les luttes pour les causes sociales et politiques seront portées par les sécessionnistes katangais et kasaiens ou lumumbistes, notamment par Laurent-Désiré Kabila, Antoine Gizenga et Pierre Mulele. Les partisans de Lumumba, poursuivis sur tout le territoire national après l'assassinat de leur leader, se regroupèrent au Congo Brazzaville voisin, où ils fondèrent le Conseil National de Libération (CNL) chargé d'organiser la lutte armée au Congo. D'autres se replièrent à Stanleyville (aujourd'hui Kisangani), devenu un véritable fief et où ils proclamèrent la République populaire du Congo présidée par l'ex-vice-premier ministre de Lumumba, Antoine Gizenga, obtenant d'importants appuis au Kwilu-Kwango, où Pierre Mulele, ex-ministre de l'Éducation de Lumumba, Léonard Mitudidi et Thomas Mukwidi étaient en train d'organiser une rébellion paysanne contre le pouvoir central, tout comme Laurent Kabila, leader du Parti de la Révolution du Peuple (PRP) a dirigé une guérilla lumumbiste dans le triangle Fizi-Baraka-Uvira avec son fief à Hewa Bora, au Kivu. C'est dans ce fief que Laurent-Désiré Kabila. reçut, en mars-novembre 1965, la visite de Che Guevara²¹

Le 20 mai 1967, Mobutu et ses compagnons créent le Mouvement populaire de la révolution (MPR) et ils l'instaurent quelques temps après comme parti-État, la structure exclusive et légitime de l'organisation de la vie étatique. Les institutions politiques et administratives furent à leur tour réduites aux organes du parti, tous les Congolais (Zairois) furent membres de ce parti dès la naissance et Mobutu en devint le président-fondateur. Cette idéologie autoritaire et/ou totalitaire a permis au régime non seulement de concentrer le pouvoir mais également d'encadrer la population et l'opinion publique. Étant sous le contrôle totalitaire de Mobutu et ses lieutenants, le MPR a imposé le silence à toute voix contestataire et discordante des mouvements sociaux ; les libertés individuelles et collectives ont été restreintes. La répression violente, les assassinats extra-judiciaires, les procès politiques contre les acteurs de la société civile ont marqué le paysage

21 Mbuyi KABUNDA, « La République Démocratique du Congo postcoloniale : du scandale géologique au scandale des guerres à répétition », 2009, in *Fundació Solidaritat UB et Inrevés*, Madrid, pp.30-56.

politique postindépendance dans la marge du parti unique, comme dans les autres jeunes États dans lesquels la répression a structuré les partis uniques.

À côté de ces mouvements révolutionnaires armés qui continuaient à contester le pouvoir autoritaire de Mobutu, les corporations d'étudiants ont joué un rôle important dans la canalisation des aspirations du peuple. Les leaders de cette corporation étant pour la plupart des adeptes du socialisme scientifique et marxiste, ils ont apporté leur soutien au régime de Mobutu lors des premiers jours de son régime. Quelque temps après, ils ont retourné leurs vestes face aux dérives autoritaires de Mobutu et son groupe de Binza. C'est dans cette dynamique que le 4 juin 1969, les étudiants de Kinshasa ont organisé une manifestation pacifique visant à réclamer notamment au gouvernement de meilleures conditions de vie, à dénoncer la dérive autoritaire du régime, l'inféodation du gouvernement à l'égard des intérêts économiques et financiers étrangers. Dans la suite, ces manifestations ont été matées dans la violence, les étudiants furent mobilisés de force dans l'armée nationale, les universités furent fermées et les leaders de ce mouvement furent condamnés à des lourdes peines ou contraints à l'exil.

La fin de la guerre froide traduite par la chute du mur de Berlin en novembre 1989 et la conférence franco-africaine de la Baule en juin 1990, qui cristallisait la conflictualité mondiale de manière bipolaire, a ravivé les aspirations démocratiques du peuple en République démocratique du Congo et en Afrique à travers des mobilisations des masses²². Le peuple a voulu bien recouvrer leur liberté longtemps capturée par les despotes du régime mobutien et des autocrates du parti unique dans les diverses Afriques. En conséquence, en RD Congo, ex-Zaïre, plusieurs mouvements sociaux se sont organisés pour élever la voix face aux injustices sociales et aux violations des droits de l'homme, à l'instar du Groupe Jérémie, fondé en 1993 au Sud Kivu.

En outre, il apparaît nécessaire de noter que certaines luttes, ayant pour objet la sauvegarde de l'intégrité du territoire national, ont été menées par des acteurs non étatiques, comme les corporations des étudiants, dans une approche non violente, d'une part, et d'autre part, par des groupes des jeunes autochtones à travers les luttes armées (Mai-Mai) pour marquer l'opposition aux avancées et aux occupations des puissances étrangères dans les provinces de l'Est (Nord et Sud-Kivu)²³. Ceci montre que dans chaque contexte et temporalité face à certains enjeux, les mouvements sociaux se recomposent et tentent de jouer leur rôle relatif à l'engagement des citoyens vis-à-vis de leur cité, pays ou territoire.

Dans un autre contexte politique marqué par les luttes républicaines²⁴, les mouvements sociaux se sont approprié le rêve de l'aboutissement

²² Jean-François BAYART, « La démocratie à l'épreuve de la tradition en Afrique subsaharienne », in *Pouvoirs*, Seuil, 2009, pp. 27-44.

²³ Rigobert MINANI, *Les défis de la reconstruction de la paix en République démocratique du Congo et l'engagement de l'église*, Cepas, Kinshasa, 2021, 607p.

²⁴ NDONGO SAMBA-SYLLA, « Introduction. Démocratie, libéralisme et mouvements sociaux en Afrique de l'Ouest » in les mouvements sociaux en Afrique de l'Ouest, L'Harmattan, Paris, 2014, pp. 15-67.

des idées de la démocratie lancées depuis les années 1990 à travers les conférences nationales souveraines en Afrique subsaharienne. Si dans plusieurs pays concernés par ces processus de transition démocratique, la compression démocratique et la restauration des régimes autoritaires ont repris le contrôle des institutions post-conférences nationales²⁵, les espoirs et les aspirations de vivre et de jouir des valeurs de la démocratie n'ont pas disparu des représentations des citoyens africains. C'est dans cette logique que certains mouvements citoyens se sont développés entre 2010 et 2018 dans le but de lutter contre les idées bonapartistes de certains régimes sur le continent qui ont tenté de se maintenir au pouvoir au-delà des codes constitutionnels qui fixaient des limites.

En effet, les uns ont voulu modifier leur constitution pour faire sauter le verrou constitutionnel contre un troisième mandat. Le cas de Joseph Kabila est saisissant en ce sens qu'il n'a pas réussi à modifier la constitution pour se présenter à un troisième mandat en dépit du fait qu'il a obtenu un glissement temporel de 2 ans après les formules engagées de négociation et de dialogue entre les parties prenantes à la conflictualité politique de l'époque. Les autres, à l'instar de Wade au Sénégal, ont obtenu l'autorisation (il)légal de se présenter à un troisième mandat controversé mais, ils ont été battus aux élections grâce à l'implication marquée des mouvements sociaux sénégalais, notamment le mouvement citoyen « Y en marre »²⁶. En RD Congo, l'émergence des mouvements sociaux et citoyens dans les arènes politiques a contribué à rallumer les flammes de la lutte républicaine contre les idées du président Joseph Kabila, mal réélu en 2011. Lucha, Filimbi, CLC et d'autres mouvements se sont investis dans des formes de coalitions et de convergences inédites pour lancer les mobilisations dans la rue et exiger un processus électoral crédible et transparent, d'une part, et d'autre part, pour s'opposer farouchement à la modification de la constitution.

Dans cette perspective, ils se sont insérés dans les convergences de lutte marquées par les solidarités internationales et panafricaines des mouvements sociaux et des ONG des droits de l'homme. De même, ils ont construit un capital de dialogue et de convergence avec les formations politiques et forces sociales en RD Congo pour fédérer les forces et lutter contre la révision de la constitution.

Ces mouvements sociaux et citoyens ont adapté leur répertoire des actions au contexte politique marqué par la répression et le contrôle des espaces militants et médiatiques. Ils ont procédé de temps en temps à des actions qui exposent moins directement l'intégrité physique des manifestants en initiant des actions du type « journée ville morte » (une action qui consiste à ordonner à chacun de rester à son domicile, pour

25 Jean-François BAYART, « La démocratie à l'épreuve de la tradition en Afrique subsaharienne », dans *Pouvoirs*, Paris, Seuil, 2009, pp. 27-44.

26 Ibrahima TOURÉ, "African youth movements put to the test of citizenship, democracy and development", 2023: https://www.e3s-conferences.org/articles/e3sconf/pdf/2023/55/e3sconf_acc2023_04003.pdf.

exprimer sa réprobation²⁷). Mais, cela n'a pas empêché que ces mouvements citoyens soient sauvagement réprimés durant ces conflits politiques. En ce sens, la Lucha a subi une des plus grandes répressions à cause de son importance, l'engagement actif de ses militants, de son ancrage et de son articulation entre l'urbain et le rural. Luc Nkulula, un des leaders du mouvement, a été brûlé vif dans sa résidence à Goma le 10 juin 2018, dans un incendie criminel qui a eu des visées répressives contre la Lucha à cause de son intransigeance face au régime de Kabila.

L'ère de l'administration de Félix Tshisekedi ouvre d'autres formes d'engagement des mouvements sociaux et marque aussi des moments de ruptures, de recompositions et de reconversion militante. L'activité protestataire des mouvements susmentionnés est marquée par des pathologies sociales qui embourbent ces deniers dans le balbutiement et les contradictions d'action. Ils produisent des effets sur leur adaptation à cette nouvelle ère politique qui, d'ailleurs, imprime d'autres registres de mobilisation, notamment les luttes prolétariennes et, dans une certaine mesure, la lutte transversale.

2. Mouvements sociaux post-alternance à l'épreuve du clientélisme, de l'ethnisme, et de la corruption

Les mouvements citoyens, animés essentiellement par des jeunes issus des divers milieux sociaux d'un côté et d'un autre, les militants ont des capitaux sociaux, intellectuels ou culturels assez diversifiés. À travers les luttes républicaines menées durant l'époque de Kabila, ils ont acquis un capital médiatique et symbolique fort et ont été des fabricants des opinions publiques nationales et orientent les avis diplomatiques de certains pays du Nord à partir de l'outil du modèle de plaidoyer, comme le font les ONG occidentales. Rodés à cette pratique de plaidoyer, ils ont contribué à l'émiettement de la ressource image à l'international du régime de Kabila, grâce entre autres aux sanctions ciblées prises par l'union européenne contre certaines personnalités politiques autour de Joseph Kabila impliquées dans la pratique de violation des droits humains et de la confiscation du processus électoral.

Ces mouvements citoyens se sont ébranlés au fur du temps par des pathologies structurant la société congolaise à la fois urbaine et rurale depuis l'avènement de Félix Tshisekedi au pouvoir en 2019. Cette situation qui se manifeste à travers le rapport clientélaire relatif à l'ethnicité et du fait de la corruption de certaines de ces figures militantes a affaibli l'action collective et concertée de ces mouvements sociaux incarnés pour l'essentiel par les mouvements citoyens. En outre, la faible idéologisation des membres

27 François POLET, « Afrique subsaharienne : entre révoltes populaires et restaurations autoritaires », in *État des résistances dans le Sud, Afrique, alternative sud*, éd. Syllepse, Paris, 2016, pp. 7-19.

de ces mouvements est l'un des facteurs désarticulant l'action sociale et collective de ces derniers contre l'État, les collectivités et les acteurs privés ou publics, à l'instar des grands groupes transnationaux. Le cas le plus emblématique est le fait que certains leaders de ces mouvements sociaux, ayant des entrées dans la sphère du président Félix Tshisekedi, ont fait valoir leur capital militant pour négocier des postes dans les instances gouvernementales et de l'État. Ces faits et actions posés ont mis en déroute leur engagement pour les causes prolétariennes, républicaines, libérales, dans le sens où ils ne voulaient pas gêner le nouveau pouvoir en place ou, carrément, ils ne voulaient pas froisser le président de la République avant d'obtenir une quelconque nomination dans les sphères politiques ou les institutions publiques.

En effet, cette situation les a conduits à devenir des agents doubles, qui ont tenté à maintes reprises de torpiller l'action collective des mouvements citoyens sur certaines mobilisations tournées contre le nouveau pouvoir. Ici, encore, l'exemple de la lutte prolétarienne menée par les mouvements sociaux contre la taxe illégale dite « registre appareil mobile, RAM » est éloquent quant à la manière dont ces agents indexés ont saboté cette campagne. Ces militants qui ont un « pas dedans » et un « pas dehors », pour emprunter cette expression à Alain Dubresson lorsqu'il caractérise les migrants urbains issus des zones rurales qui naviguent ici et ailleurs au même moment, ont déployé leur stratégie à travers les réseaux sociaux et réseaux de mobilisation pour étouffer les mobilisations citoyennes contre cette taxe RAM. Cette dernière a été prélevée illégalement au profit des membres du cercle du président de la République car cette recette n'entrait pas dans le compte du trésor public²⁸. Après des longues mobilisations de diverses couches de la société, cette taxe a été abrogée et jusqu'aujourd'hui, aucun contrôle ou audit par des organes habilités, comme l'inspection générales des finances (IGF), n'a jamais été effectué, à la grande surprise de la population escroquée.

La même situation de compromission a été vécue lorsque certains mouvements sociaux et des organisations de la société civile ont mené une campagne pour exiger la publication de l'accord minier conclu entre l'opérateur Dan Gertler et l'État congolais dans le cadre de la transparence et de la lutte contre la corruption dans le secteur minier. Certains militants connus se sont mis au service du capital de l'opérateur minier pour torpiller les stratégies de la sphère militante incarnée par la plateforme des organisations et des mouvements sociaux le « Congo N'est pas À vendre » (CNPAV). Ces militants et responsables de certaines organisations de la société civile sont devenus des représentants (in)visibles de cet opérateur minier dans le champ militant, surtout à Kinshasa, et mènent pour son

28 Le ministre des Finances du dernier gouvernement Sama Lukonde a affirmé que l'argent de la taxe RAM n'atterrit pas dans le compte du trésor public. <https://infos.cd/economie/rdc-largent-du-ram-jamais-atterri-dans-les-comptes-du-tresor-public-nicolas-kazadi/17610/>.

compte des moments de plaidoyers afin que les sanctions prises contre l'opérateur par le trésor étasunien soient levées. Cette situation a davantage discrédité certains leaders de ces mouvements sociaux et a conduit à l'éclatement de certaines organisations de la société civile, à l'instar de l'observatoire de la dépense publique (ODEP). C'est dans ce contexte que le centre de recherche en finances publiques et de développement local (CREFDL) a été créé par les anciens de l'ODEP. Dans la même logique, certaines organisations impliquées dans ce deal capitaliste ont égratigné leur crédibilité dans l'opinion nationale et internationale.

Sur ce registre, il convient de déplorer la pratique divisionniste qui a égratigné le capital symbolique et a secoué fortement la légitimité sociale de certains mouvements citoyens. Cette même pratique, qui s'observe par ailleurs dans d'autres champs sociopolitiques et sphères socio-confessionnelles en RD Congo, à la fois au sein des partis politiques (majorité comme opposition), des associations religieuses et des groupements sociaux, a créé des espaces de porosité à travers lesquels les phénomènes de corruption et d'infiltration se sont glissés dans les champs militants. Au regard de ces faits sociaux qui marquent les jeux et les enjeux de contrôle des mouvements sociaux par les élites socio-politiques, elles instrumentalisent ces situations pour coopter certains leaders qui peuvent opérer des allégeances et mener des luttes partisans en fragilisant ainsi ces mouvements sociaux, ici, citoyens qui incarnent plus les luttes prolétariennes.

À cet effet, les figures injectées ou déclarées indésirables, issues de ces chamboulements et de ces entrecroisements entre les intérêts individuels de ces militants et ceux des groupes militants, se convertissent en militants marchands et trafiquants qui investissent des causes de certains acteurs indexés dans diverses conflictualités judiciaires et politiques. Les exemples les plus marquants sont les affaires mettant en cause des personnalités comme François Beya (ancien conseiller spécial du chef de l'État en matière de sécurité), de Matata Ponyo (ancien premier ministre de Joseph Kabila entre 2012-2016), Vital Kamerhe (ancien directeur de cabinet du chef d'État entre 2019- 2020) ou encore Ronsard Malonda (alors candidat à la présidence de la CENI en 2020) qui ont été portées par des militants trafiquants sans pouvoir développer des arguments idéologiques, rationnels et contextuels convaincants.

Enfin, certains militants des mouvements sociaux tentent d'angéliser le président de la République, même quand certains de ses proches collaborateurs sont directement impliqués dans des affaires louches. Or, le président congolais est irresponsable devant le parlement au regard du système politique prescrit dans la constitution, il est redevable devant le peuple congolais car il est le garant du bon fonctionnement des institutions, d'une part, et d'autre part, il est l'imprimeur de la vision politique mise

en pratique par le gouvernement, responsable devant la représentation nationale.

Dans cette logique, selon les pratiques sociales en RD Congo, l'action du président est questionnable par le peuple. Or, il a été démontré que les mouvements sociaux émanent du peuple. De ce point de vue, il est logique que le chef de l'État soit tenu redevable devant les mouvements sociaux, peu importe ces militants et mouvements sociaux qui tentent d'étouffer ce contrôle pour des raisons ayant trait, entre autres, à la géoethnie et à la proximité culturelle entre le concerné et ces derniers. Cette situation a ouvert la porte aux pratiques de la tribalité militante qui ont masqué les responsabilités du magistrat suprême. À ce titre, les militants de la zone du centre de la RD Congo ont refusé à plusieurs reprises de participer aux actions engageant la responsabilité du président congolais. Dans cette continuité, la section de Lucha de Mbuji-Mayi, par exemple, avait félicité le nouveau président alors que le mouvement avait simplement pris acte des résultats sans formuler de messages de félicitations.

Finalement, les positions de l'église catholique de la même région concernée s'inscrivent dans une orientation quasi-similaire. Les évêques se distancient souvent de la position de la CENCO sur différents dossiers en soutenant ouvertement le président de la République en dépit de la misère qui marque le tissu social de ces zones.

3. Vulnérabilités politiques et militantes : faible ancrage idéologique dans un contexte social précaire

Très engagés sur les causes républicaines (la défense de la constitution, des droits de l'homme, etc.) et faiblement mobilisés sur des faits prolétariens des masses populaires, les mouvements sociaux sont perçus comme les acteurs hors sol. Ils sont déconnectés de certains conflits sociaux mais ils clament être porteurs de la cause des masses populaires et de la cité. Dans la pratique, il s'observe qu'ils agissent essentiellement sur les questions de luttes libérales et républicaines à l'instar des luttes contre les troisièmes mandats et les révisions de la constitution ou contre des arrestations des militants et des violations des droits humains (les hashtag #FreeLucha, #FreeKing sont évocateurs pour convoquer le fait de la respectabilité des libertés publiques).

En effet, depuis les années 1990, ils mènent avec force des combats pour le respect des droits humains, de la constitution et des processus électoraux pour renouveler les animateurs des institutions et pour asseoir la démocratie participative à travers l'abolition des partis uniques et la proclamation d'un système du multipartisme. En revanche, les actions collectives et concertées visant à sortir les habitants urbains et ruraux dans la pauvreté ont été ignorées ou reléguées au second plan dans l'arc

des priorités de ces mouvements sociaux. Ils sont assiégés au second rang des acteurs mobilisateurs et ont un faible écho dans les sphères politiques post programme d'ajustement structurel (PAS).

En RD Congo, la conférence nationale souveraine des années 1990 a été un lieu de cooptation des leaders issus des mouvements sociaux qui ont fini par former les élites d'aujourd'hui et d'hier. Le cas du mouvement social des paysans agricoles mené par le feu Pierre Lumbi est une illustration insidieuse de la cooptation des élites pour les insérer dans un système politique qui se renouvelle sans remettre en cause son ordre social, économique et politique établi. À cet égard, les mouvements sociaux sont marqués par des vulnérabilités politiques et militantes à cause du faible ancrage idéologique dans un contexte social précaire. Dans ce contexte congolais, la prébende politique est distribuée et accordée aux seuls militants partisans et « djalelistes »²⁹. Ces situations et moments temporels ont induit ces militants à tolérer les dérives de gouvernance plutôt que de mobiliser contre ces pratiques. Ces porosités en valeurs sont une conséquence d'un capital idéologique faible de ces militants des mouvements citoyens.

À ce jour, il appert que peu de mouvements ont institué des espaces d'idéologisation et de formation philosophique. Dans ce sens, la Lucha a inscrit dans sa démarche militante une logique idéologique à travers la « Luchologie » qui dure six mois. Durant cette étape fondamentale dans la construction du capital militant, l'aspirant pour reprendre ce terme adopté par Lucha, est amené à saisir les valeurs, les principes, les méthodologies et les répertoires des actions ou encore le cadrage organisationnel et les ressources disponibles.

Dans cette continuité, on peut considérer qu'un militant non formé ou mal formé constitue un danger sociétal à la fois pour la société et pour les mouvements sociaux eux-mêmes. Dans tous les cas et dans toutes les zones géographiques au Nord comme en Amérique latine, la résistance découle d'abord et avant tout d'un engagement idéologique et philosophique. Dans les mobilisations sociales dans les pays européens ou occidentaux, les militants organisateurs ont des ancrages idéologiques sur les causes sociales et politiques. Ce qui permet d'éviter des manipulations dans ces organisations syndicales comme les « Gilets jaunes » qui ont mené des actions collectives décisives contre l'État français sur les problématiques sociales. En revanche, il ne faut pas perdre de vue qu'une forte idéologisation peut provoquer l'endoctrinement extrémiste d'un côté, et de l'autre, une idéologisation n'exclut pas des trahisons de certains. À cet effet, pour éviter ces déviations, il faut accompagner l'idéologisation par des formations à l'esprit et au sens critiques et aux outils de réflexion analytique des faits

²⁹ Dans le contexte congolais, « djalelistes » renvoie à tous ces flatteurs et partisans du parti au pouvoir qui ont perdu tout esprit critique et louent à longueur de journée les actions de leurs leaders politiques.

sociaux et politiques. Dans cette catégorie, Lucha, Filimbi et d'autres mouvements citoyens sur le continent organisent des temps forts de formation connus sous le label de capacitation à travers plusieurs initiatives.

À ce propos, on peut s'apercevoir qu'un activiste non idéologisé et ancré dans les formations est comparable à un militaire en errance dans une agglomération avec arme chargée et sans formation adéquate. Sur ce registre de vulnérabilités se positionne l'articulation des problématiques rurales et urbaines, d'une part, et d'autre part, l'articulation des échelles d'action. Ici encore, l'exemple de Lucha, qui est engagée sur les causes d'accès aux services publics de base, est stimulant. En effet, elle est investie dans les milieux ruraux sur les questions d'accaparement des terres par le parc des Virunga et elle traite des questions de développement local dans les diverses agglomérations de la RD Congo. Cette articulation d'échelles a permis à Lucha, à s'insérer dans les luttes panafricaines et internationales. Cela a contribué à produire des cadres d'échanges d'expériences d'autres terrains militants afin de réajuster certaines choses et d'améliorer la lutte.

La Lucha a participé à un nombre important de conférences, réunions, colloques, forums, symposium, agoras des mouvements sociaux dans le sud global comme dans le Nord global. Ce que les autres mouvements sociaux congolais n'ont pas réussi à construire et à mobiliser pour renforcer les idéologies et les ancrages philosophiques, gage théorique de l'efficacité d'action collective et concertée. Inversement, le faible ancrage idéologique et la désarticulation d'échelles d'action et de discours ont conduit au caractère éphémère de certains mouvements sociaux. Certains se sont assignés à des logiques de luttes partisans et clientélares pour accéder à la prébende politique.

Dans la continuité de ces vulnérabilités, il convient de mentionner la répression politique sus-évoquée comme un facteur qui décourage certains militants. À cette violence répressive déployée et maniée par les élites, s'ajoute la violence sociale et familiale qui se diffuse insidieusement dans les espaces militants en provoquant des démotivations et des abandons pour préserver leur vie sociale et leur intégrité physique. Nul n'est sans savoir que durant le premier mandat de Félix Tshisekedi, trois militants de Lucha ont été assassinés lors des mobilisations pacifiques et non-violentes à Beni au Nord-Kivu et de nombreuses arrestations ont été effectuées et continuent à être appliquées. Ces faits et gestes déployés par ce régime (socialiste ?) contribuent à détruire les mouvements sociaux, pourtant utiles et indispensables à la construction de la démocratie et d'un État de droit.

In fine, la faible capacité de former des coalitions nationales et d'organiser le recrutement de ces mouvements sociaux est entre autres une des causes de leur faible ancrage et par conséquent de puissance réduite dans le débat public. En ce sens, les militants ancrés ont perdu la capacité d'agencité et d'inventivité en basculant dans la routinisation et dans l'autosatisfaction

de la condition militante. Cela a une résonance sur la bureaucratie qui tente d'envahir les mouvements sociaux, occasionnant ainsi une lourdeur du répertoire d'action et éloignant la logique de la spontanéité. Ce qui les différencie des ONG et des autres OSC (organisations de la société civile) très influencées par la logique et les ordres des grandes ONG internationales³⁰.

Il s'aperçoit que certains mouvements sociaux rencontrent des difficultés à identifier leur adversaire pour bien formuler leur revendication et déployer le plan de mobilisation citoyenne au sein des masses populaires. Il faut rappeler que l'identification de l'adversaire est l'un des éléments constitutifs d'un mouvement social. Des divergences dans le choix de l'acteur adversaire sont apparus dans certains mouvements sociaux ou dans certaines coalitions ; les uns estimant qu'il faut questionner le chef de l'État, alors que d'autres plaidant pour le gouvernement central, le gouverneur, le maire ou l'ONU ou encore les acteurs économiques privés et diplomatiques (la figure de la communauté internationale).

En dernier lieu, les mouvements sociaux animés essentiellement par les militants bénévoles sont vulnérables à la violence sociale (chômage et sous-emploi post-université) et à l'influence ou à la manipulation de certains acteurs des officines étrangères (la Russie, le Rwanda, France États-Unis d'Amérique, etc.), qui font souvent partie des services d'intelligence de leurs pays. L'exemple de la présence des drapeaux russes dans une mobilisation contre la diplomatie française vis-à-vis du Rwanda, lors de la visite d'Emmanuel Macron en mars 2023 à Kinshasa, est à inscrire dans cette sphère de manipulation insidieuse des étrangers.

4. Comment raviver les mouvements sociaux ou citoyens ?

La quête des résultats en termes de changements ne paraît plus figurer comme l'objectif de la lutte. À certains égards, les militants se contentent de mener des actions de routine qui n'inquiètent plus les élites politiques. Ils se limitent à prendre des images qu'ils diffusent sur les réseaux sociaux^{31,32} pour satisfaire leur propre égo dans une certaine mesure (à l'image de la visibilité m'as-tu-vu citoyenne). Cela contribue à créer une légitimité sociale individuelle de ces derniers.

30 François POLET, « Afrique subsaharienne : entre révoltes populaires et restaurations autoritaires », in *État des résistances dans le Sud, Afrique*, Alternative sud, éd. Syllepse, Paris, 2016, pp. 7-19.

31 Ibrahima TOURÉ, "African youth movements put to the test of citizenship, democracy and development", 2023: https://www.e3s-conferences.org/articles/e3sconf/pdf/2023/55/e3sconf_acc2023_04003.pdf.

32 François POLET, « Afrique subsaharienne : entre révoltes populaires et restaurations autoritaires », in *État des résistances dans le Sud, Afrique*, Alternative sud, éd. Syllepse, Paris, 2016, pp. 7-19.

À ce propos, la refondation de l'approche d'action événementielle et organisationnelle mérite d'être menée pour innover dans les méthodes qui conduiront les mouvements sociaux à récolter des résultats probants de leurs luttes et à apporter le changement souhaité. Cette stratégie voudrait que ces mouvements sociaux portent un contre-projet politique qui sera au cœur des actions collectives et concertées de terrains afin de renforcer le rapport de force contre les élites socio-politiques prédatrices. Il doit être défini dans un cadre spécifique (les états généraux des mouvements citoyens peuvent servir à conduire une telle réflexion).

L'exemple des mobilisations menées par la jeunesse kenyane contre le projet de budget 2024-2025, qui incluait de nouvelles taxes sur les produits de premières nécessités est instructive pour les autres mouvements sociaux sur le continent, et en RD Congo particulièrement. Ces mobilisations sont articulées et marquées par des coalitions des divers groupes sociaux des jeunes. Les résultats obtenus sont encourageants, comme le président Ruto qui a reculé en retirant son projet de loi budgétaire 2024-2025³³.

En ce sens, le contre-projet doit être fédérateur de toutes les catégories de forces sociales qui aspirent à œuvrer pour le changement en RD Congo. Chaque catégorie sera amenée à investir le champ de l'action collective selon ses compétences et les capitaux accumulés qu'il peut mobiliser. Tout cela, dans une articulation symbiotique responsable assortie d'un agenda commun et collectif. La lutte doit apporter le changement dans la communauté, d'une part, et d'autre part, elle doit servir à créer la conscience collective des citoyens et la redevabilité des élites dirigeantes. Dans cette logique, il est nécessaire de renforcer l'ancrage sur l'ensemble du territoire national en articulant les problématiques rurales, urbaines et nationales avec une focalisation sur les luttes prolétariennes qui créent de la légitimité sociale, élément inéluctable dans la mobilisation pour des luttes républicaines et libérales. Cela permet donc à renouveler la confiance de la population envers les mouvements sociaux ou citoyens.

Le démon de séparatisme dénoncé plus haut est une résultante à la fois des frustrations et des trahisons de certains militants. Cela voudrait signifier qu'il faut identifier un modèle de solidarité entre mouvements sociaux, d'une part, et d'autre part, rationaliser le modèle de financement des actions de ces derniers. Et dans le même ordre d'idées, il faut repenser la grille d'accès aux ressources matérielles, politiques et symboliques accumulées par tous les membres des mouvements citoyens. Dans cette perspective, l'accent doit être mis sur les pratiques d'idéologisation des militants et de politisation des masses populaires pour construire la conscience politique et le pouvoir citoyen. Cela voudrait dire aussi qu'il faut inventer et créer

³³ À la suite des fortes mobilisations, quoique réprimées dans le sang, le président Ruto a retiré son projet de budget 2024-2025. <https://www.lopinion.fr/international/kenya-apres-les-manifestations-ayant-fait-22-morts-mardi-un-appel-a-une-mobilisation-pacifique-jeudi>.

des nouvelles méthodes d'actions adaptées au contexte congolais sans se confiner dans les méthodes importées. Cela se manifeste par exemple à travers l'organisation d'actions collectives et des rassemblements citoyens post-work et les jours non-ouvrables pour permettre la participation de toutes les catégories sociales ou de décentraliser les sites d'actions dans les grandes villes en instituant des petits comités locaux d'action (CLA). À ce titre, les rassemblements organisés par la dynamique des mouvements citoyens au courant de 2022 constituent un bel exemple qui a permis de réunir du monde et des associations issues de diverses catégories sociales.

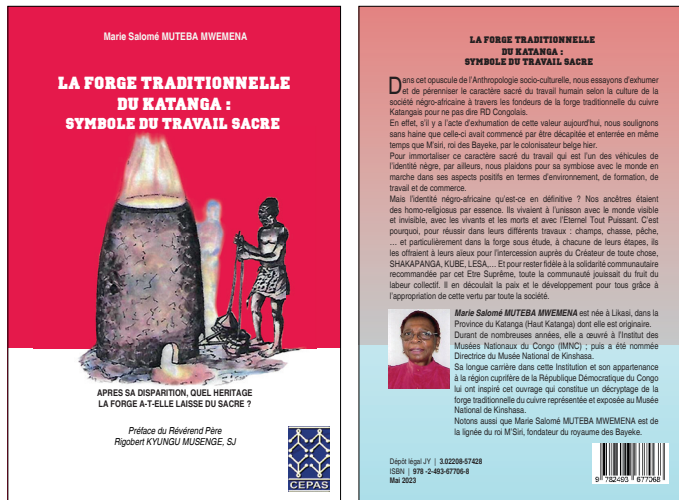
Sur ce registre des outils à mobiliser pour raviver les mouvements sociaux et citoyens, il faut renforcer les formations pour ancrer le triptyque Réflexion-Action-Réflexion dans les dynamiques collectives. Cela est nécessaire au développement du discernement et du sens critique pour savoir dialoguer avec les autres acteurs de la société, y compris les partenaires du Nord et africains, afin d'échapper aux fins instrumentales de ces rapprochements et convergences. Et les mouvements sociaux ne doivent pas perdre en capital de la spontanéité, ils doivent définir un agenda coopératif qui est adapté à une forme de flexibilité bureaucratique.

Conclusion

Les mouvements sociaux ont une historicité ancrée en République démocratique du Congo. Ils se sont recomposés en fonction des temporalités et des contextes politiques mais n'ont pas faibli. Ils ont traversé la construction de l'État postcolonial et ont joué un rôle dans la mobilisation pour la démocratisation de l'ex-Zaïre à travers la conférence nationale souveraine. Ce changement des contextes les a conduits à basculer vers les luttes armées dans les années 60 et certains d'autres vers les années 1990 avec le début des agressions du Congo. Durant la troisième République, les mouvements sociaux incarnés par les mouvements citoyens se sont organisés pour mobiliser contre les idées de la révision de la constitution de 2006 dans le but d'un troisième mandat de Joseph Kabila. Ces pratiques protestataires ayant connu un succès, elles ont permis à la RD Congo de connaître une alternance au pouvoir en 2019.

À l'ère de Félix Tshisekedi, ces jeunes mouvements citoyens ont été atteints de pathologies sociales marquées par les vulnérabilités. Certains, aux capitaux idéologiques faibles, ont saisi cette opportunité de changement pour être des acteurs serviles du régime et de certains opérateurs miniers. Marqués par des rapports clientélistes et ethnistes, certains de ces mouvements citoyens se sont divisés, d'une part, et ont torpillé l'action collective et concertée de certains autres militants, d'autre part.

À l'heure actuelle, ils doivent s'engager courageusement dans un processus de redynamisation en considérant le cadrage posé dans cet article. Cela leur permettra de se réinventer en vue de capter les espaces d'actions collectives et concertées disponibles, et ce, à travers l'investissement des causes prolétariennes des masses populaires. Ce moment de réadaptation et de réajustement permettra aux mouvements citoyens d'être également le fer de lance dans les mobilisations contre une éventuelle révision de la constitution sur des considérations politiciennes voulant se maintenir à travers un troisième mandat. Cela suppose qu'ils doivent renouveler à la fois les visages des militants et renforcer les idéologies et les formations qui sont des socles d'une lutte citoyenne et politique. Ils se doivent d'investir le champ des utopies pour convaincre des jeunes et des moins jeunes à adhérer à ces actions collectives et concertées. Émanant du peuple, ils doivent porter les conflits sociaux et nourrir les consciences des Congolais et des élites. Le développement de la RD Congo passera aussi par la participation des citoyens au processus à travers l'action incarnée par ces mouvements sociaux. ■



Marie Salomé MUTEBA MWAMENA, *La Forge traditionnelle du Katanga : Symbole du travail sacré*, Kinshasa, CEPAS, 2023, 120 pages.